



APPEL À MANIFESTER LE 28 SEPTEMBRE ICI ET PARTOUT DANS LE MONDE IVG TRANSITION PMA : NOS CORPS NOS CHOIX

Cette année, la journée internationale de lutte pour le droit et l'accès à l'avortement du 28 septembre s'inscrit dans le contexte particulier d'une offensive historique contre le droit à disposer de nos corps, dont l'abrogation de l'arrêt Roe v. Wade aux États Unis est la pointe avancée.

D'une part, l'interdiction de l'Interruption Volontaire de Grossesse (IVG) dans plus de la moitié des Etats de la première puissance mondiale prend place après de nombreuses attaques contre les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+, à l'instar de la loi « Don't Say Gay » en Floride. D'autre part, derrière le droit à l'IVG, ce sont aujourd'hui l'ensemble de nos droits reproductifs qui sont menacés, à commencer par le droit à la contraception.

Cette offensive contre le droit à disposer de nos corps ne s'arrête pas aux frontières des États Unis. Partout dans le monde, sur tous les continents, des femmes ne peuvent avoir accès à ce droit à l'instar des femmes ukrainiennes réfugiées en Pologne. En Europe, ce droit est dénié en Pologne, Malte, Andorre, Monaco.

En Espagne comme en Italie et en France, l'avortement est empêché par la clause de conscience des médecins.

En France, si le droit à l'IVG est inscrit dans la loi, son effectivité est remise en cause par la casse des services publics, avec la fermeture de maternités, la diminution des budgets alloués aux associations féministes.

De plus, cet été, l'accès à la Procréation Médicalement Assistée (PMA) a été refusé aux personnes trans, suivi de près par les attaques de l'extrême droite contre le Planning Familial.

Face aux forces réactionnaires de droite et d'extrême droite, il est urgent de garantir le droit à l'avortement dans la Constitution française et d'inclure les personnes LGBTQIA+ pour que le droit à la santé soit effectif pour tou·tes.

**RDV MERCREDI 28 SEPTEMBRE
À 18H
SQUARE CHARLE DE GAULLE
(Métro Capitole)**



C'est pourquoi nous, collectifs, associations féministes, organisations politiques et syndicales, affirmons ce 28 septembre que l'avortement est un droit et que chacun-e doit en bénéficier, librement et gratuitement, dans des conditions décentes avec le matériel et l'environnement adapté.

Nous demandons :

- Des moyens massifs à même de garantir le maintien et le développement des CIVG (Centre IVG) de proximité et plus largement des services publics de santé sur tout le territoire, l'application effective de la loi de 2001 sur l'IVG et la contraception, et le respect de l'obligation pour les établissements d'organiser la pratique de l'avortement.
- Bien évidemment, la suppression de la clause de conscience spécifique à l'IVG (l'article L2212-8 du Code de la santé publique), avec l'application ferme de la loi contre le délit d'entrave.
- Le remboursement et/ou la gratuité de tous les moyens de contraception, les parcours de transition et de favoriser le développement de la contraception testiculaire/masculine afin qu'elle ne soit pas supportée seulement par les femmes et toutes les personnes susceptibles d'être enceinte.
- Des moyens pour faire appliquer l'obligation de mettre en place au moins trois séances annuelles d'éducation à la vie affective et sexuelle (articles L. 121-1 et L. 312-16 du Code de l'éducation) à destination de tou-tes les élèves, de l'école élémentaire au lycée.

1è-res signataires : Planning Familial 31, Nous toutes 31, CGT Educ' 31, Solidaires 31, Du Pain et des Roses 31

APPEL À MANIFESTER LE 28 SEPTEMBRE

ICI ET PARTOUT DANS LE MONDE

IVG TRANSITION PMA : NOS CORPS NOS CHOIX

RDV MERCREDI À 18H

SQUARE CHARLE DE GAULLE (Métro Capitole)